A propos du livre d'André Gorz : Adieux au prolétariat
Le livre d'André Gorz Adieux
au prolétariat se situe d'em-
blée dans le cadre de ce que
l'auteur appelle la crise du
marxisme, la crise du socia-
lisme. Nous ne nous arrête-
rons pas ici à la critique que
Gorz fait de Marx dans la
mesure où l'intérêt essentiel
du livre ne repose pas là. Ou
plutôt, nous ne nous arrête-
rons à sa critique que dans sa
partie positive, c'est-à-dire
quand l'auteur essaie de ren-
dre compte de la réalité so-
ciale aujourd'hui en France et
quand il envisage l'avenir de
cette société. Car en effet, si,
comme nous le verrons les
réponses apportées dans cet
ouvrage posent de très sé-
rieux problèmes quant à leur
capacité à contribuer à éclai-
rer les conditions de trans-
formation révolutionnaire de
cette société, elles n'en cor-
respondent pas moins à des
questions réelles posées à
tous ceux qui veulent aujour-
d'hui s'inscrire dans la lutte
révolutionnaire. Par ailleurs,
dans son argumentation, l'au-
teur prend en compte assez
largement des aspirations qui
existent, aspirations à échap-
per à la logique que le capita-
lisme impose de plus en plus
dans l'ensemble des dimen-
sions de la société.

A propos du sujet
historique : adieux au
prolétariat

Le prolétariat
disqualifié
pour la révolution

Dans un premier moment de
son argumentation, A.Gorz va
s'efforcer de justifier la thèse qui
consiste à affirmer que le prolé-
tariat ne constitue plus aujour-
d'hui une classe révolutionnaire.
Cela est lié selon lui au dévelop-
pement du capitalisme qui a
engendré progressivement une
masse atomisée d'ouvriers sans
autonomie ni pouvoir technique.
Sur le plan de l'organisation du
travail, cela s'est traduit par le
taylorisme, et sur le plan du
procès du travail lui-même par
une division du travail à outrance.
Dans ces conditions, observe
l'auteur, l'ouvrier professionnel a
pratiquement disparu, lui qui
disposait d'une certaine qualifica-
tion et d'un certain pouvoir dans
l'entreprise. Et justement, c'est
pour cette raison que la classe
ouvrière a perdu sa capacité
révolutionnaire : «Avec l'ouvrier
professionnel polyvalent, sujet
possible de son travail productif
et, partout, sujet possible de la
transformation révolutionnaire
des rapports sociaux, a disparu
la classe capable de prendre à
son compte le projet socialiste et
de le faire passer dans les
choses». Ainsi, si l'on en croit
A.Gorz, c'est parce que l'ouvrier
s'est trouvé de plus en plus
dépossédé de pouvoir sur son
travail, pouvoir lié à une certaine
qualification, et parce qu'il effec-
tue un travail qui l'assujettit à la
machine et son fonctionnement,
qu'il se trouve déqualifié pour
jouer un rôle dans la transforma-
tion révolutionnaire de la société.
On relèvera un seul point de
cette argumentation : pourquoi
l'auteur lie-t-il ainsi directement

et mécaniquement «sujet possi-
ble de travail productif» et «sujet
possible de la transformation
révolutionnaire» ? Cette équiva-
lence introduite ici entre une
maîtrise sur le travail et une
capacité révolutionnaire pose un
problème : n'opère-t-elle pas une
réduction gigantesque du pou-
voir issu de la transformation
révolutionnaire de la société à la
seule maîtrise du procès du
travail immédiat, ce qui explique-
rait que la masse des ouvriers
non-qualifiés soit alors mis par
l'auteur en situation de passivité.
Mais cette argumentation est
d'autant moins convaincante
qu'elle s'accompagne de remar-
ques indiquant qu'avec la dispa-
rition des ouvriers de métier,
disparaissent en même temps les
traditions, cultures ouvrières. Il
semble que le critère retenu par
l'auteur pour juger des capacités
révolutionnaires de la classe ou-
vrière soit celui de niveau profes-
sionnel, garantissant un certain
pouvoir et une certaine autono-
mie, et engendrant culture et
traditions. Quant à la dimension
politique, quant à l'expérience
politique de la classe ouvrière, il
n'en n'est pas ici question ; et nier
une culture, des traditions sous
prétexte qu'elles ont pu évoluer
ne permet pas non plus de saisir
la réalité. Cela n'empêche pas
A. Gorz de conclure brutalement :
«Le prolétariat est constitutive-
ment incapable de devenir le
sujet du pouvoir», conclusion
pour le moins hêtive après une
approche pour le moins partielle
du problème soulevé. Mais puis-
que, dans la logique de l'auteur,
le prolétariat se trouve ainsi,
sans autre forme de procès
écarté de la scène historique, il
faut bien trouver un autre sujet
historique : c'est la «non-classe
des prolétaires post-industrie/s».

La «non-classe

des prolétaires
post-industriels»

Quand il s'attache à définir ce
regroupement, A.Gorz l'oppose
à «la classe ouvrière tradition-
nelle qui n'est plus qu'une mino-
rité privilégiée». Cette classe
ouvrière traditionnelle qu'il nous
présentait au début de l'ouvrage
comme étant astreinte à un
travail déqualifié, assujettie à la
machine, sans pouvoir sur son
travail : il n'eût sans doute pas
été inutile ici de préciser de quels
privilèges il est question. Mais là
n'est pas l'essentiel de l'argu-
mentation. Cette société, A.
Gorz la qualifie de post-indus-
trielle, c'est-à-dire société dans
laquelle les forces productives
ont connu un tel développement
que le travail y est devenu
virtuellement superflu, et qui
s'accompagne d'une mutation
culturelle impliquant «une sub-
version radicale de l'idéologie, de
l'échelle des valeurs, des rap-
ports sociaux instaurés par le
capitalisme». Mais c'est de la
crise de cette société que naît ce
que l'auteur appelle un «proléta-
riat post-industriel», un «néo-
prolétariat», une «non-classe».
Qui forme cette «non-classe» de
«non-travailleurs» ? Ce sont les
chômeurs, actuels et virtuels,
ceux qui exercent des emplois
précaires, les auxiliaires, les va-
cataires, les intérimaires, les em-
ployés à temps partiel, en d'au-

tres termes ceux qui forment
ceux que l'auteur appelle une
«nébuleuse d'individus chan-
geants», et qui s'étend à presque
toutes les couches de la société,
et qui est virtuellement majoritai-
re. Ici, le critère d'appartenance,
c'est la précarité ou le caractère
partiel ou absent de l'emploi.
Observons d'abord qu'il est
question ici de phénomènes bien
réels et qui recouvrent le chô-
mage, le travail intérimaire, les
sans-statut, autant de réalités qui
se sont effectivement dévelop-
pées avec la crise. Mais le problè-
me, c'est celui des conclusions
qui peuvent en être tirées du point
de vue de la délimitation du sujet
historique aujourd'hui, et de
l'ampleur qu'on leur donne. Pour
l'auteur, les caractéristiques de
ce regroupement, c'est ce qu'il
est composé de personnes n'a-
yant aucun sentiment d'apparte-
nance de classe, qu'il refuse le
travail social, qu'il est exclu de la
société et dépourvu d'importan-
ce sociale, qu'il est généralement
surqualifié par rapport aux em-

socialiste post-industrielle ou so-
ciété communiste. Ou en d'autes
termes, il est difficile de savoir
s'il y a un moment — celui de la
prise du pouvoir — à partir du-
quel des changements radicaux
peuvent être envisagés. Il est
vrai que les forces que A. Gorz
considère comme sujet social
de la transformation révolution-
naire ne semblent pas en situa-
tion de s'organiser pour prendre
le pouvoir. Il s'agit plutôt pour
elles, «de participer à des luttes
sociales tenant en échec la
classe dominante et la domina-
tion de l'appareil d'Etat», de
créer de nouveaux types de
rapports sociaux impliquant une
nouvelle manière de produire, de
s'associer dans le travail, de
promouvoir de nouvelles valeurs
de réciprocité, de tendresse, de
gratuité contre la compétition et
le rendement, contre le producti-
visme, contre la logique capitalis-
te. Cette problématique élude
une question centrale : comment
penser l'avénement d'une nou-
velle société ? Il semble que ce

plois occupés et qu'il ne peut
en aucune façon être le sujet
d'un projet global. Outre le fait
que ce regroupement rassemble
des catégories hétéroclites, du
point de vue de l'appartenance
de classe dont l'une au moins
n'y appartient que temporaire-
ment «les chômeurs» — il se
voit attribuer des caractéristiques
qui sont pour le moins générali-
sées et discutables : sur quelle
analyse s'appuie par exemple
l'observation selon laquelle les
chômeurs ouvriers et autres chô-
meurs n'auraient aucun senti-
ment d'appartenance de classe ?
Pourquoi refuser à-priori à ceux
qui se trouvent appartenir à ce
regroupement conçu par A.Gorz
le fait de vouloir s'inscrire dans
un projet global ? Mais restons
pour l'instant dans la probléma-
tique de l'auteur. On a donc ce
regroupement supposé être de-
venu le sujet historique : à quelle
transformation sociale celui-ci se
trouve-t-il appelé ?

Quelle rupture ?
Quelle alternative ?

Quand A.Gorz examine cette
question de la rupture et de l'al-
ternative, se présente une diffi-
culté très sérieuse : on ne sait
pas trop si les transformations
dont il est question sont réalisées
dans le cadre de la société
capitaliste, ou si elles concernent
ce que l'auteur appelle la société

que propose Gorz, c'est la
croissance progressive d'une so-
ciété, de nouveaux rapports so-
ciaux dans le cadre de la société
capitaliste, mais en dehors de sa
propre logique. Plus précisément
l'auteur conçoit une société
comprenant deux sphères. La
sphère de ce qu'il appelle celle
du travail socialement déterminé
et qui consiste en la production
sociale du nécessaire. Cela relève
de l'Etat qui effectue une planifi-
cation démultipliée (à différents
niveaux) pour ce travail indispen-
sable à la société dans son
ensemble. Cette sphère de travail
socialement déterminé donne à
celui-ci un caractère négatif,
mutilant créant des contraintes
difficiles à supporter mais néces-
saires, travail qui doit être réparti
sur l'ensemble de la société.
L'autre sphère c'est celle de
l'autonomie individuelle et inter-
individuelle, lieu de l'épanouis-
sement individuel où chacun
peut se réaliser grâce à des
activités culturelles comme la
bibliothèque, la musique, la vi-
déo ou à des activités de
production à l'échelle humaine
dans des ateliers de réparation,
d'autoproduction répartis dans
les immeubles, quartiers, com-
munes et cela selon les désirs,
les goûts, la fantaisie de chacun.
En d'autres termes, une société
dans laquelle la sphère de la
nécessité relève d'une technocra-
tie d'Etat, avec un secteur de
production et de distribution

central planifié, et une sphère de
la liberté, où s'exerce souverai-
nement l'activité individuelle et
inter-individuelle dans des réalisa-
tions ayant leur finalité en elles-
mêmes. Tout le problème, selon
A.Gorz c'est de donner l'exten-
sion maximale à cette dernière
sphère, d'élargir ce qu'il appelle
cette niche où s'exerce l'auto-
organisation, l'autonomie, la
coopération, les échanges volon-
taires, et qui nie radicalement la
logique capitaliste ou plus géné-
ralement la logique sociale en
tant que nécessité. Là il s'agit
alors de développer «l'expéri-
mentation sociale, de nouvelles
manières de vivre en communau-
té, de consommer, de produire
et de coopérer».

Ce qui semble remarquable ici,
c'est le fait que, ce qu'il rapporte
à la société dans son ensemble,
ce qui relève de nécessités liées
à l'existence de la société globale
est représentée — quelle que
soit la société dont il s'agisse,
capitaliste ou socialiste — com-
me quelque chose de négatif,
comme une contrainte difficile-
ment supportable pour les indivi-
dus. D'où la nécessité d'élargir
partout et toujours la sphère
individuelle et inter-individuelle.
Et on comprend dans ces condi-
tions que cet objectif qui se
refuse à être un projet global
est fixé à ceux que l'auteur
appelle une non-classe qui «se
revendique comme subjectivité
absolue» et qui aspire à une
non-société. On comprend aussi
que cette problématique condui-
se à relativiser au plus haut point
la question de la prise du pouvoir
dont, selon l'auteur «l'idée est à
revoir fondamentalement» et à
propos de laquelle il précise «le
pouvoir ne peut-être pris que par
une classe déjà dominante dans
les faits». Ainsi il reste à «con-
quérir, à côté et sur l'agence-
ment des appareils des espaces
croissants d'autonomie, sous-
traits à la logique de la société
la contre-carrant et permettant à
l'existence individuelle de s'épa-
nouir sans entraves». Mais con-
crètement, que pourraient ceux
qui s'inscriraient dans cette pro-
blématique face à un Etat capita-
liste qui dispose de moyens
considérables et qui enserre l'es-
sentiel de la société dans sa
logique ? Malgré ses dénégations
et malgré sa référence aux luttes
sociales, on peut craindre que,
en définitive, Adieux au proléta-
riat, ne soit un appel à un repli sur
la sphère privée, même si celle-ci
déborde le strict cadre de la
famille.

Ce refus de s'inscrire cons-
ciemment dans un projet global
de transformation révolutionnaire
de la société se trouve brutale-
ment détourné par l'auteur : «//
ne s'agit donc plus de savoir où
nous allons ni d'épouser les lois
immanentes du développement
historique. Nous n'allons nulle
part, l'histoire n'a pas de sens».
Il ne resterait donc dans cette
problématique à l'individu qu'à
se replier sur sa propre subjecti-
vité et à renoncer à tout projet
révolutionnaire. Cette idée n'est
pas très neuve et Adieux au
prolétariat montre en fin de
compte à quelle impasse elle
conduit, même si par ailleurs,
dans ce livre, comme nous
l'avons vu, sont soulevées des
questions qui méritent examen
sérieux.

C.V.

2 - Pour le Socialisme